

Juin 2017

## Édito

### **Non la régression sociale n'est pas fatale.**

Au travers d'un vocabulaire volontairement Trompeur ( moderniser, reformer, simplifier, sécuriser les entreprises....) , le gouvernement et le MEDEF voudraient ringardiser la CGT et faire accepter aux salariés de véritables reculs sociaux.

L'idée selon laquelle plus de flexibilité, plus de pouvoir pour les employeurs est source d'une meilleure compétitivité et de création d'emplois, est très ancienne. Elle est officiellement remise en cause : l'OCDE par exemple, confirme qu'il n'y a pas de relation entre le taux de chômage et le taux de protection des salariés. A l'inverse, cela a un effet immédiat sur le niveau de rémunération du Capital.

### **L'option est donc de sécuriser les employeurs et de précariser les travailleurs.**

L'idée de décliner un code du travail entreprise par entreprise, affaiblir les branches ou barémiser les indemnités prud'homales induira du dumping social, alourdira le lien de subordination à l'entreprise et affaiblira le salarié.

## Actu Orange

### **La CGT a des propositions pour améliorer la situation économique et sociale du pays.**

Pour elle, un code du travail devrait apporter de nouveaux droits et des garanties collectives d'avenir , changer notre mode de développement, mieux répartir les richesses produites. Le gouvernement semble décider l'inverse, il a choisi son camp, celui du patronat! Il ne révèle pas le contenu de sa réforme avant les élections, tout en confirmant l'utilisation d'ordonnances dès cet été pour accélérer un processus qui n'a pas lieu d'être.

La CGT continuera de s'inscrire dans un processus résolument offensif et progressiste.

**Elle appelle l'ensemble des salariés à se mobiliser pour peser dans les jours et les semaines à venir à partir de leurs revendications qui sont à l'opposé des intentions gouvernementales.**

### **AG des actionnaires: 1<sup>er</sup> juin à l'offensive!**

Loin de l'ambiance feutrée du palais des congrès qui rassemble de moins en moins de monde à l'AG, la CGT a choisi cette année d'aller à la rencontre des salariés dans tous les départements. Une occasion de discuter autour de nos propositions alternatives d'un autre partage des richesses en faveur de l'emploi, des salaires, de l'investissement ...

### **Parmi les résolutions votées à l'AG :**

-le versement du solde du dividende 2016 au 14 juin 2017 de 1,064 Mds€, sachant que 500 M€ ont été versés en décembre.

-Le montant des salaires et parts variables des mandataires sociaux ( le PDG et les 3 DGA). Pour rappel le salaire de S. Richard en 2016 était de 1,5M€ ( fixe et variable), en augmentation de +7% , loin des 1,1% proposés pour les salariés!

-Par contre les résolutions dites anti OPA ont été bloquées par les actionnaires financiers et fonds de pensions, qui espèrent le départ de l'État pour éventuellement lancer des OPA hostiles à leurs profits.

## Non au désengagement de l'État, oui à une appropriation publique.

Pas un jour ne se passe sans qu'un article de la presse économique ne commente un éventuel désengagement de l'État du capital d'Orange suite aux déclarations faites en Avril par le candidat Emmanuel Macron, aujourd'hui président.

De son côté Stéphane Richard indique que « la privatisation totale d'Orange ne lui pose aucun souci ... que l'entreprise est prête. Et de penser que les forces syndicales réformistes en présence seront un point d'appui pour les changements à venir. L'avenir n'est pas écrit !

**La CGT au dernier conseil d'administration a réitéré son attachement à la présence de l'État dans le capital d'Orange et cela pour plusieurs raisons :**

- **La communication doit cesser d'être considérée comme une marchandise.**

C'est un facteur important d'échange de connaissances et de démocratie. Sa mise en œuvre s'appuie sur des principes communs à tous les services publics : satisfaction de l'intérêt général, solidarité, égalité, accessibilité à tous les usagers, péréquation tarifaire, complémentarité des activités, continuité...C'est pourquoi le droit à la communication doit être considéré comme un droit fondamental pour l'ensemble des citoyens, au même titre que l'eau, l'énergie, le logement, la santé, l'éducation ou les transports.

L'exclusion des populations au droit à la communication sur l'ensemble du territoire provoque le sentiment d'abandon qui conduit au repli sur soi, à la division, au refuge vers les idées d'extrême droite, comme les résultats des dernières élections présidentielles ont pu le démontrer. Orange, en tant qu'opérateur historique a une responsabilité particulière sur les questions d'aménagement du territoire.

- **La souveraineté numérique est essentielle pour un état.** Comme le montre la récente affaire sur les écoutes chinoises via son équipementier Huawei, celle de la NSA (écoute de nos politiques et chefs d'industrie), ou encore la propriété et la maîtrise des câbles sous-marins qui sont des enjeux régaliens.

- **La présence de l'état à un niveau significatif permet des stratégies de développement de long terme** et une meilleure stabilité contrairement à des investisseurs privés (style les LBO) qui n'achètent une entreprise que pour s'enrichir sur son dos et celui de ses salariés sans se soucier de l'intérêt général.

- **Empêcher la prédation financière sur Orange.** Le désengagement de l'État fait déjà rêver certains groupes, ou pourrait se traduire par une OPA hostile au service des actionnaires financiers et /ou des fonds d'investissement. Cette prédation aurait forcément des conséquences négatives pour les usagers et pour les salariés. L'investissement serait sacrifié au profit des dividendes.

---

**Pour toutes ces raisons, la CGT revendique l'appropriation publique du secteur, "une nationalisation du 21ème siècle" qui impose à tous les acteurs un cahier des charges qui définit les règles et les obligations, se donne pour finalité exclusive une logique de péréquation et des droits et garanties de hauts niveaux pour tous les salariés.**

**Nous proposons en même temps, la démocratisation des entreprises du secteur afin que les citoyens, les élus, les salariés et leurs organisations syndicales soient véritablement associés aux orientations et décisions.**